

Bonjour,

Etant agricultrice en production laitière principalement, j'ai de grandes attentes vis-à-vis cette commission.

Ce que je déplore est la méconnaissance du public par rapport à l'agriculture.

On ne semble pas se poser la question « pourquoi l'agriculture existe ? ». Nous avons une population qui n'a jamais manqué de nourriture, les épiceries sont toujours à pleine capacité. Est-ce un droit acquis ? On le considère comme ça. Si on en vient à cette conclusion, c'est l'aboutissement du travail de plusieurs générations.

C'est une richesse pour un pays de pouvoir se nourrir. On se doit de préserver ce pouvoir, comme rien n'est gratuit, il est « normal » de lui apporter un appui. On peut voir ça comme une « assurance alimentaire ». Comme vous le savez sans doute, toute assurance se paie.

Etant un secteur primaire, il y a plusieurs emplois qui se greffent à nous. Les fournisseurs de biens et services que nous utilisons, ne sont pas au salaire minimum. Cela explique pourquoi nos coûts de production sont plus élevés. On parle du commerce « équitable », sur ce point, en agriculture nous avons de grands pas de fait par rapport à d'autres pays. Il serait important que la population soit conscientiser à ce fait.

Concernant l'environnement, nous avons fait beaucoup notre part, mais ce qui est déplorable est que la population n'a aucune reconnaissance pour ça, même je dirais, que depuis que nous nous sommes conformés on s'est jamais fait autant critiqué. C'est un paradoxe. Ce qui devrait être un facteur positif pour nous, devient du négatif. Il y a un manque d'information donné à la population.

Les produits que nous faisons sont une fierté, il serait normal que le consommateur n'ait pas de difficulté à les repérer. Surtout, avec la mondialisation, il serait important que nos produits « Québec » ou « Canada » soit identifiable très facilement par le consommateur. Qu'ils aient une place de « choix » dans nos épiceries.

On doit y faire attention à notre agriculture, elle est importante pour tous, il est souhaitable que les personnes qui exerce cette profession soit rénuméré au même titre que d'autres professions. Si nous voulons que les autres générations s'y intéresse, il faut qu'elles en voit des avantages. Les fermes que nous connaissons, n'en sont pas venu à ce résultat du jour au lendemain. Il serait important qu'elles demeurent. Alors, il faut y voir, c'est un projet de société.

Les taxes foncières et scolaire qui prennent des proportions gigantesques, nous sommes prêts à payer notre part, mais notre juste part. Comme dans biens des villages, c'est les taxes des fermes des rangs qui paient pour les services des citoyens du village. Alors, un ajustement doit se faire.

C'est bien beau de faire de nouveaux règlements, on semble oublier que sur plusieurs fermes nous sommes souvent deux « 2 » exécutants. Ce que nous voulons faire, c'est de l'agriculture et non de la bureaucratie. Alors, la simplicité serait de mise.

Comme on peut voir, on ne peut pas tout contrôler.

